Cahiers de Psychologie Politique

N° 34 | 2019
Avenir de la démocratie Janvier 2019

Le populisme ou les maladies infantiles du politique

Pierre DE SENARCLENS

Édition électronique :
URL :
https://cpp.numerev.com/articles/revue-34/2017-le-populisme-ou-les-maladies-infantiles-du-politique
DOI : numerev_1185
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 11/01/2019

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : DE SENARCLENS, P. (2019) Le populisme ou les maladies infantiles du politique. *Cahiers de Psychologie Politique*, (34). https://doi.org/10.34745/numerev_1185

DOSSIER : L'AVENIR DE LA DEMOCRATIE

Le principe de la souveraineté nationale exerce une influence décisive sur les conceptions de la légitimité politique. Les États sont censés incarner des nations. L'autorité de leurs dirigeants tient au fait, ou à la fiction, qu'ils représentent le peuple et qu'ils agissent en son nom. Il s'ensuit que la démocratie est le seul régime traduisant cette conception de la souveraineté. Elle n'est pas dissociable d'une anthropologie. Les penseurs des Lumières considéraient que les êtres humains étaient capables d'autonomie et de raison ; ils misaient sur l'éducation et le développement de la science pour combattre l'ignorance, pour assurer la liberté et l'égalité entre les citoyens, pour maintenir la paix et améliorer les conditions sociales. Ils croyaient au progrès de l'humanité, y compris dans la sphère des valeurs, des institutions et de la vie politique.

Mots-clés :

DOSSIER : L'AVENIR DE LA DEMOCRATIE

Pierre de Senarclens est professeur honoraire à l'université de Lausanne. Il a été directeur de la division des droits de l'homme et de la paix à l'UNESCO et vice-président de la Croix Rouge suisse. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages portant sur l'histoire des idées, sur l'histoire et la sociologie des relations internationales contemporaines. Il a publié récemment Les Illusions meurtrières. Ethnonationalisme et fondamentalisme religieux en 2016 et Nations et nationalismes en 2018.

SOMMAIRE

La nébuleuse populiste

Thèmes et caractéristiques du populisme

La fragilité des régimes démocratiques

Le principe de la souveraineté nationale exerce une influence décisive sur les conceptions de la légitimité politique. Les États sont censés incarner des nations. L'autorité de leurs dirigeants tient au fait, ou à la fiction, qu'ils représentent le peuple et qu'ils agissent en son nom. Il s'ensuit que la démocratie est le seul régime traduisant

cette conception de la souveraineté. Elle n'est pas dissociable d'une anthropologie. Les penseurs des Lumières considéraient que les êtres humains étaient capables d'autonomie et de raison ; ils misaient sur l'éducation et le développement de la science pour combattre l'ignorance, pour assurer la liberté et l'égalité entre les citoyens, pour maintenir la paix et améliorer les conditions sociales. Ils croyaient au progrès de l'humanité, y compris dans la sphère des valeurs, des institutions et de la vie politique.

Leur croyance à cet égard s'est révélée en partie illusoire. Le cours de l'histoire n'est pas un long fleuve tranquille. Les individus sont doués de raison, mais ils sont aussi tributaires de leurs passions. Ainsi, la Révolution française déboucha sur la terreur et aux États-Unis l'héritage politique des pères fondateurs fut partie prenante du racisme et de l'injustice sociale. Par la suite, les conquêtes républicaines se firent parfois au détriment de la justice, de l'égalité et de la liberté. Le projet national exacerba un peu partout dans le monde occidental les sentiments identitaires, la xénophobie et le racisme. Il inspira des politiques agressives, dont l'impérialisme de certains États. Au XX^{e} siècle, les nations se sont affrontées dans des guerres d'une barbarie croissante, associées à des génocides.

Les régimes démocratiques contemporains ont des formes institutionnelles et des orientations historiques diverses, mais ils ont pour essence une participation du peuple à la vie politique. Cependant, la théorie politique a toujours eu de la peine à définir le peuple_qui est le fondement de la démocratie, à déterminer les procédures pour assurer sa représentativité. Au lendemain de la Révolution française, Benjamin Constant, puis Tocqueville et bien d'autres penseurs libéraux se sont inquiétés de « l'oscillation fatale entre l'anarchie et le despotisme » induite par la promotion de la souveraineté nationale.[1] Ils comprirent que le mythe fondateur de cette conception du politique, à savoir un peuple doué d'une âme commune inspirant une « volonté générale », pouvait être une source d'égarements idéologiques et politiques néfastes. La démocratie implique la reconnaissance de la pluralité des intérêts et des aspirations politiques ; elle exige en conséquence la protection des partis politiques et le respect des minorités. Elle a pour assise des corps intermédiaires, l'équilibre des pouvoirs et des institutions assurant le respect du droit.

Pour réaliser leurs objectifs, les États modernes doivent assumer une grande diversité de fonctions impliquant de nombreuses administrations et des processus de décision complexes. Les fonctionnaires et les experts y jouent en conséquence un rôle important dans la définition et la gestion des politiques publiques. Ils influencent les dirigeants politiques et les opinions des parlementaires, notamment lorsqu'ils doivent faire des choix touchant aux questions monétaires, financières, commerciales, budgétaires ou éducatives. Or cette influence peut avoir pour effet d'amoindrir le rôle des citoyens ordinaires. Il arrive qu'elle favorise aussi des formes plus ou moins graves de clientélisme et de prébende. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il a pris de l'ampleur. Il alimente l'irritation ou l'abstention des électeurs, puisqu'une partie importante de la population se sent tenue à l'écart des principaux enjeux et décisions de la vie politique.

Cette problématique des institutions démocratiques est aujourd'hui compliquée par l'évolution contemporaine de la société internationale. Les États sont confrontés à des problèmes qui trouvent leur origine dans la sphère très faiblement régulée des interactions transnationales. Leur légitimité dépend de leur capacité à créer les conditions nécessaires à la sécurité et au bien-être de leur population, mais ils ne peuvent réaliser ces objectifs sans participer à des mécanismes de coopération et d'intégration régionale. C'est la raison pour laquelle les conditions d'exercice de leur souveraineté se transforment. Leurs gouvernements doivent en effet s'accommoder de processus de négociation et de décision multilatérale complexes dont ils ne maîtrisent pas bien les résultats, ce qui peut avoir pour conséquence de miner les choix initiaux de leurs électeurs. Comment contrôler par des procédures démocratiques efficaces ces nouvelles formes de gouvernance dont les incidences échappent en partie aux choix des parlements nationaux ? On est au cœur des difficultés que rencontre le processus d'intégration européenne.

La nébuleuse populiste

On a vu se développer dans ces circonstances des partis politiques d'orientation diverse que l'on rassemble sous la dénomination de populistes. Leurs projets politiques sont disparates, puisqu'ils s'inscrivent dans un large éventail de positions, le plus souvent dans les extrêmes de droite ou de gauche. Lorsqu'ils arrivent au pouvoir, les populistes défendent un régime autoritaire et s'orientent même vers la dictature. C'est le cas de Rodrigo Duterte, président de la République des Philippines, de Recep Tayyip ErdoÄan. Ce fut le cas d'Hugo Chavez au Venezuela, au même titre que de son successeur Nicola Maduro. En Pologne, le parti conservateur *Droit et justice*, présidé par JarosÅaw KaczyÅski, et la Hongrie, dirigée par Victor Orban du parti *Fidesz,* s'en prennent aux fondements de l'État de droit par leur utilisation de la télévision publique à des fins de propagande, par leurs efforts pour détruire les médias libres et par leur démantèlement d'institutions judiciaires indépendantes, mais également par leurs pratiques clientélistes visant à promouvoir leurs partisans au sein des administrations et des entreprises publiques.

Les populistes se réclament d'une conception absolutiste de la souveraineté nationale et dénigrent les dirigeants élus démocratiquement qui prétendent en être les dépositaires.

Leurs orientations idéologiques sont peu élaborées. Elles n'offrent pas de conceptions intellectuelles cohérentes ni de visions politiques à long terme, encore moins d'utopie directrice. Elles s'accommodent même de positions contradictoires. Leurs idées et leur style politiques se retrouvent dans le cadre d'autres configurations partisanes. Certains de leurs dirigeants se situent à l'extrême gauche, par exemple J.-L. Mélenchon de la *France insoumise* en France ou Evo Morales en Bolivie, ou Nicolas Maduro au Venezuela. Mais la plupart d'entre eux assument des positions d'orientation plutôt conservatrice, parfois même réactionnaire, tout en avançant parfois des projets sociaux reflétant des idées considérées comme progressistes. Le *mouvement 5 étoiles* dirigé par Luigi Di

Maio en Italie s'affiche contre les politiques d'austérité et développe des thèmes écologiques. En économie, le *Front national* de Marine Le Pen, devenu *Rassemblement national* depuis le 1er juin 2018, est un adepte du protectionnisme et pourfend les politiques susceptibles de porter atteinte à la sécurité sociale, des positions qui s'inscrivent dans une critique virulente de la mondialisation. Les partis populistes sont généralement hostiles au libéralisme politique, mais en Hollande le *PVV* (le parti de la liberté) de Geert Wilders ou le *mouvement 5 étoiles* en Italie et même Marine Le Pen en France ne renient pas certaines évolutions socioculturelles considérées comme progressistes.

Certains dirigeants populistes ne remettent pas en cause la dynamique en cours de l'économie de marché et se mobilisent avant tout contre les dépenses de l'État et la croissance de sa bureaucratie. En Italie, le gouvernement Berlusconi assumait pleinement la défense du marché et des positions néo-libérales. C'est toujours le cas de l'UDC en Suisse. En Amérique latine, Carlos Menem, A. Fujimori ou Fernando Color ont préconisé des programmes d'inspiration libérale. Les idées politiques de Donald Trump sont disparates. Au cours de sa campagne électorale, il a polémiqué contre Wall Street, les milieux d'affaires, les entreprises transnationales et surtout contre la presse, mais une fois élu il a soutenu une réforme fiscale qui donnait d'énormes avantages aux plus fortunés et aux grandes entreprises. Il défend le protectionnisme, parce qu'il prétend se consacrer à la seule défense des intérêts américains. Les positions idéologiques des partis définis comme populistes sont donc difficiles à définir de manière précise et les tentatives dans ce sens se heurtent à des controverses. Certains électeurs soutiennent sporadiquement les causes qu'ils défendent et résistent à leur emprise en d'autres occasions. Ainsi, en fut-il des partisans du *Brexit* au Royaume-Uni. Ils ont certes été séduits par le discours de démagogues, tels que Boris Johnson et Nigel Farage, mais sans pour autant adhérer à l'ensemble de leurs positions politiques et sociales.[2]

Thèmes et caractéristiques du populisme

Les spécificités du populisme sont d'autant plus difficiles à définir qu'elles appartiennent aux lieux communs des disputes démocratiques et des conflits politiques. Les délibérations de la vie publique ont pour étayage des logiques rationnelles. Cependant la politique mobilise aussi les émotions puisqu'elle a pour enjeux des rapports d'autorité et de pouvoir, des conflits d'intérêt et de valeurs. Or les discours et attitudes des populistes sont particulièrement chargés de ce point de vue. Ils reflètent tout l'éventail de fantasmagories provoquées par les débats de l'espace public.

Ils affirment tout d'abord une défense intransigeante de la souveraineté nationale. Le mythe d'une souveraineté inaliénable et indivisible du peuple, d'une communauté unie, transparente et sans intermédiaire procède d'une longue tradition doctrinale qui remonte au moins à la « volonté générale » de Rousseau. C'est la raison pour laquelle les dirigeants politiques, comme les partis en quête de pouvoir, invoquent volontiers

une légitimité populaire pour justifier leurs engagements. Leur appel à la souveraineté s'inscrit de plain-pied dans une tradition idéologique associant le peuple aux vertus de la liberté et du bon sens, parfois même à l'avancée d'une rédemption collective. Les populistes font de la surenchère à cet égard. Ils affirment représenter « le vrai peuple », surtout lorsqu'ils sont dans l'opposition, en prétendant que sa volonté n'est pas respectée par les sphères dirigeantes. Mélenchon se réclame de la « fraternité humaine » et se dit « au service du peuple », du « peuple tout entier ». Nous sommes un « peuple conscient », explique-t-il encore.[3] La suspicion des populistes à l'égard des politiciens est intimement associée à cette revendication de souveraineté.

Le nationalisme

La question du nationalisme doit être reprise dans ce contexte, car les populistes excitent ses aspects les plus émotionnels. Ils se prétendent « souverainistes ». Ils cultivent un nationalisme de repli et de nostalgie du passé. Ils défendent une vision provinciale de leur pays et c'est aussi la raison pour laquelle ils se définissent volontiers comme des « patriotes ». En Europe, comme aux États-Unis, les populistes s'opposent à l'ouverture des frontières commerciales, à la finance transnationale et au libre mouvement des personnes. Ils cultivent l'idéal d'une société qui n'aurait pas été ébranlée par les bouleversements démographiques et technologiques. Ils s'accrochent à des thèmes essentiels du nationalisme passé, tels que l'exacerbation des distinctions entre eux et les autres, la méfiance à l'égard des étrangers, la haine de certaines minorités. En outre, leurs positions politiques sont de nature manichéenne. Ils attribuent les troubles de l'harmonie politique et sociale aux forces politiques qu'ils combattent. En Europe et aux États-Unis, l'hostilité aux mouvements migratoires est le fonds de commerce des partis populistes de droite. Elle est au cœur de leur contestation de l'ordre établi. Aux États-Unis, le président Trump a fait son succès politique en attaquant les migrants, notamment ceux du Mexique. Il n'a pas dissimulé ses positions racistes, ce qui lui a valu une bonne part de son audience électorale, en particulier dans les milieux nostalgiques de la « suprématie de la race blanche ». En Suisse, le rejet des migrants, de l'Union européenne et même des travailleurs étrangers est le thème dominant de l'*Union démocratique du centre* (UDC). Cette position explique également l'audience du *Front national* en France comme celle de tous les autres partis populistes en Europe. Elle est associée à la défense d'une identité nationale en quelque sorte originelle, qui seraient, en tous les cas, antérieure aux mouvements migratoires et aux dynamiques transnationales de la mondialisation. La problématique ethnique est inhérente à ce rejet des migrants. Il n'est pas rare que leur xénophobie aille de pair avec des explications conspirationnistes des changements politiques et sociaux qu'ils jugent néfastes. Les sphères dirigeantes en Pologne et en Hongrie voient dans la main de l'étranger, de l'Europe et des « milieux cosmopolites » en particulier, la cause de malheurs obscurs, notamment de l'érosion des valeurs chrétiennes et nationales. Ils prêtent à ces populations étrangères de manière projective des défaillances morales et de velléités agressives. Ils s'inventent également une identité supérieure à celle des groupes qu'ils rejettent.

Les populistes de gauche ne sont pas sur la même longueur d'onde à cet égard, mais ils

se réclament également d'un souverainisme exclusif et d'une identité collective exemplaire, thème qui fut récurrent dans la pensée nationaliste européenne depuis la fin du XIX^{e} siècle. Mélenchon exalte la grandeur de la vocation universaliste de la France : « Notre pays déborde d'énergie et de savoir-faire. Il est aux avant-postes des domaines les plus avancés de l'esprit humain. Il regorge de bonnes volontés, d'envie de se rendre utile, d'imagination et de capacité de création. Sa langue est en usage commun dans 29 pays du monde et elle formera le troisième groupe de locuteurs d'ici peu. Avec ses 35 frontières, si la France développe son identité universaliste, elle peut coopérer directement avec les peuples de tous les continents. Si elle se rend indépendante, elle peut contribuer en première ligne à la paix du monde ».[4] Dans la même logique, il ne cache pas son hostilité à l'Allemagne et le dégoût de Bruxelles, symbole des institutions européennes.

Leur relation au nationalisme est pourtant plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord. Il leur manque les exigences d'élévation politique et morale qui ont constitué une des caractéristiques du nationalisme originel. Leur horizon d'espérance n'est plus la gloire et la grandeur de l'État, ni la valorisation du sacrifice et de l'héroïsme au service de la nation. Ils se méfient des aventures extérieures et n'ont aucun goût pour les entreprises belliqueuses. Il n'est pas rare que les populistes soient à contre-courant des intérêts de la nation. Certains dirigeants populistes entretiennent aujourd'hui une relation ambiguë avec la Russie, une puissance étrangère poursuivant des objectifs susceptibles de porter atteinte à la souveraineté de leur nation. Le cas le plus illustre est celui du président Trump. En Europe, les partis populistes de droite entretiennent également des liens étroits avec le gouvernement russe qui soutient la Ligue du Nord en Italie, le parti de la liberté en Autriche, l'AfP en Allemagne. Marine Le Pen a cherché des soutiens politiques et financiers à Moscou.

Le nationalisme d'antan avait pris le relais dans le monde occidental des religions judéo-chrétiennes en développant une conception politique qui donnait un sens à l'histoire. Il contenait un récit eschatologique conférant à l'histoire terrestre une portée rédemptrice. Le royaume des cieux avait été promis aux chrétiens, alors que ceux qui étaient tombés au champ d'honneur participaient au destin d'une nation éternelle.[5] Les populistes n'entretiennent plus de liens avec ces promesses, ni même avec les grands récits idéologiques qui en furent le reliquat. Aux États-Unis, l'essor des fondamentalismes religieux garde néanmoins l'espérance d'une communauté chrétienne harmonieuse et protégée qui n'aurait pas dévié de la loi du Père et qui aurait résisté à ses ennemis de l'extérieur, à l'insécurité du monde ambiant et aux changements socioculturels qui lui sont associés.

Les failles de l'intégration

La revendication de souveraineté nationale et de souveraineté étatique implique la question de l'intégration politique et sociale. Les pays d'Amérique latine ont été souvent défaillants à cet égard, leurs sphères dirigeantes s'employant à préserver des structures économiques, des traditions culturelles et des hiérarchies sociales de nature patrimoniale. On retrouve le même genre de réalités en bien d'autres pays de la

périphérie qui ne sont pas parvenus à développer les assises socioculturelles favorables au progrès économique et à l'essor des institutions démocratiques.

La montée en puissance de partis populistes aux États-Unis et en Europe est associée au chômage, à la pauvreté et à l'augmentation des inégalités de revenu.L'exclusion sociale est également au cœur de cette problématique. La crise financière de 2008 a entraîné des années de stagnation économique, liée aux politiques d'austérité que les gouvernements ont assumées pour endiguer l'endettement. En France, les personnes qui soutiennent les partis populistes appartiennent d'ordinaire aux couches les plus vulnérables de la population. On estime qu'une bonne part des membres du Front national provient de milieux ouvriers. Il trouve aussi une audience relativement importante parmi les petits commerçants et les artisans, parmi les individus de peu de formation professionnelle, parmi ceux qui sont sans emploi ou menacés de le perdre, autant de catégories sociales durement affectées par la crise. Les jeunes constituent une part importante de l'électorat de Marine Le Pen et l'on peut faire l'hypothèse que leur insécurité face à l'emploi explique ce soutien.[6] C'est aussi dans les périphéries et non dans les grandes villes que ce vote populiste est le plus important. En Italie, les mouvements populistes reçoivent l'appui de gens exaspérés par leurs conditions de vie, par leur impuissance à changer le cours des choses et aussi par les affaires de corruption impliquant certains milieux économiques et politiques. Aux États-Unis, les populations touchées par le déclin de certains secteurs industriels et par la fermeture de mines de charbon ont voté pour Trump, au même titre qu'une partie de la classe moyenne blanche, dont le statut n'a cessé de se dégrader au cours des dernières décennies. Dans les campagnes et certaines villes du nord de l'Angleterre dont le tissu industriel s'est dégradé, on a voté largement pour le Brexit, parce qu'un grand nombre d'individus avaient connu une détérioration de leur statut social et avaient perdu leur emploi. Ils pouvaient avoir le sentiment que plus personne ne les reconnaissait et qu'ils étaient abandonnés par les partis et les syndicats. Les défenseurs de cette rupture avec l'Union européenne n'eurent pas de peine à leur faire croire que Bruxelles était la cause de leurs problèmes.

La contestation des élites

Les populistes tirent parti du marasme et des dérèglements de la vie démocratique, en particulier des inégalités croissantes inhérentes à la dynamique néo-libérale, aux liens malsains que le monde de la finance entretient avec les dirigeants politiques. Il n'est en effet pas rare que l'establishment formé par les élites économiques et politiques soit néfaste et que les politiciens travestissent les espérances des électeurs. Dans une période de récession ou lorsque la croissance est faible, les avantages matériels indécents des dirigeants des grandes entreprises, en particulier ceux des banques, ceux-là mêmes qui se rendent au forum de Davos en avions privés pour débattre des changements climatiques et d'un monde équitable, suscitent une colère compréhensible de gens économiquement vulnérables.

Les crises économiques et sociales ont souvent une cause politique, mais en démocratie le peuple n'est pas étranger au choix de ses dirigeants, de ceux-là mêmes qui s'avèrent

défaillants. Par ignorance ou par intérêt, ils prennent de mauvaises décisions ou refusent d'engager des réformes que la bonne gestion de l'économie imposerait. La souveraineté populaire n'est donc pas infaillible et il n'est pas rare que ces crises découlent d'un manque de clairvoyance de ceux qui gouvernent, de leur défaut de courage, d'intégrité et de sens civique. Au début des années 1990, le PNB de l'Italie était équivalent à celui de la Grande-Bretagne. Il est aujourd'hui de 36 % inférieur, après 25 ans de récession. Le chômage affecte plus de 11 % de la population, dont 33 % des jeunes de moins de 25 ans qui ne sont pas engagés dans un cycle d'études. Dans le même temps, il y aurait quelque 600 000 immigrants illégaux.[7] Les orientations politiques des gouvernements Berlusconi (président du Conseil des ministres de 1994 à 1995, de 2001 à 2006 et de 2008 à 2011) sont en grande partie responsables des faiblesses structurelles de l'économie italienne, mais ce dirigeant démagogue avait été plébiscité par une partie des gens qui soutiennent aujourd'hui le parti de la *Ligue* ou le mouvement *5 étoiles*. La stagnation économique et sociale de la France est en partie imputable aux gouvernements qui se sont succédé dans ce pays au cours des dernières décennies, mais il est n'est pas contestable qu'ils ont été soutenus par la majorité de son corps électoral.

Les revendications identitaires

Le chômage et la pauvreté n'expliquent pas entièrement l'essor du populisme. Comme le souligne Michel Wierviorka, le FN a obtenu « des scores élevés dans des circonscriptions où l'on ne rencontre ni désespérance, ni colère, ni problème majeur d'insécurité, où le niveau de vie est égal ou supérieur à la moyenne… ».[8] Les partis populistes se sont développés dans nombre de pays européens dont le niveau moyen de vie est élevé, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Suède, Norvège, Danemark, Finlande, Pays-Bas, Suisse, Autriche. Ils ont également le soutien de gens appartenant à des catégories sociales privilégiées. Ils sont venus au pouvoir en Pologne et en Hongrie, alors que ces pays avaient connu une croissance économique importante depuis la fin de l'empire soviétique. Aux USA, Trump a l'appui de milieux aisés. Nigel Farage a longtemps milité dans le parti conservateur et a obtenu un grand soutien dans les milieux aisés de ce parti.

Les populistes réagissent à des changements sociaux qui constituent des facteurs d'insécurité psychologique, ce qui explique leur revendication identitaire et leur quête d'une communauté protectrice, qu'elle soit nationale ou religieuse. La mondialisation est en cause. Marine Le Pen dénonce « l'uniformisation culturelle mondialiste encouragée par l'oligarchie ».[9] David Goodhart a soutenu la thèse selon laquelle les oppositions politiques qui se sont manifestées au Royaume-Uni à l'occasion du référendum sur le Brexit reflétaient celles qui existent entre les personnes à l'aise de l'univers de la mondialisation et celles qui lui résistent en exprimant un besoin d'enracinement communautaire. Les premières seraient plutôt bien éduquées et mobiles. Elles valoriseraient l'autonomie individuelle et seraient portées à défendre des perspectives cosmopolites. Les partisans du Brexit, au contraire, seraient dans l'ensemble moins éduqués, peu à l'aise avec les bouleversements économiques en cours et plus enracinés dans leur terroir. Ils trouveraient leur sécurité dans

l'attachement à des systèmes de référence identitaire traditionnels.[10]

Les partis populistes de droite trouvent un appui important parmi les personnes âgées. Elles ne sont pas étrangères au *Brexit* en Grande-Bretagne. Elles ont constitué un électorat non négligeable du parti *Droit et Justice* en Pologne, de *Fidesz* en Hongrie et de *La ligue du Nord* en Italie.11 Certains courants du populisme se nourrissent d'une réaction à l'avancée de valeurs individualistes et libertaires, notamment en matière sexuelle. On le remarque dans les protestations suscitées un peu partout par le mariage homosexuel. La question des migrants s'impose également dans ce contexte, puisqu'ils sont porteurs de croyances religieuses, de valeurs et des pratiques culturelles différentes et qui sont souvent perçues comme inquiétantes. On ne peut pas exclure que la misogynie de Trump, ses propos grossiers à l'égard des femmes en particulier et ses attaques contre l'avortement lui aient valu paradoxalement des soutiens dans les milieux conservateurs qui s'adaptent mal aux idées d'égalité entre les genres et regrettent tout ce qui touche à la libération des mœurs.

Quoi qu'il en soit, l'hostilité à l'égard des gens en place est un leitmotiv des discours populistes. Leur appel au peuple vise surtout à déconsidérer les responsables politiques, les dirigeants comme les parlementaires, « la classe politique », comme on les désigne parfois. Certains auteurs considèrent que le thème de l'opposition entre « le peuple pur et les élites » constitue la première caractéristique du populisme, même s'il n'envahit pas tous les discours avec la même intensité.12 Ses dirigeants affirment défendre les intérêts de « la majorité silencieuse » ou ceux des « laissez pour compte » dont les sphères dirigeantes ne tiendraient pas compte. Leur contestation prend la forme d'attaques irrévérencieuses contre des leaders d'autres partis, des parlementaires, des gouvernants, des journalistes et des « bureaucrates » de Bruxelles. Ils incriminent aussi les milieux d'affaires. Les discours populistes contre les élites visent ceux qui ont les rênes du pouvoir économique et politique, mais aussi ceux qui bénéficient d'une certaine hégémonie socioculturelle, grâce aux médias notamment. Leur polémique s'impose comme l'expression d'un ressentiment à l'encontre des tenants de l'ordre établi.

Cependant leurs polémiques à l'encontre des élites restent souvent indéterminées. Ils se contentent d'affirmer qu'elles seraient éloignées du peuple et qu'elles le mépriseraient, qu'elles agiraient pour leurs intérêts et seraient corrompues. En les désignant comme les principaux responsables des malheurs de la nation, ils peuvent esquiver l'énoncé de stratégies précises visant à provoquer un changement politique. À la différence des projets révolutionnaires du passé, leur polémique contre les sphères dirigeantes n'intègre aucune vision politique prospective ; elle ne comprend pas de projet de société consistant.

Leur polémique alimente également la fascination trouble dont les détenteurs de la puissance sont l'objet. Elle alimente le fantasme infantile de la scène primitive que Freud a mis à jour. Dans une époque où les médias accordent tant d'importance aux faits et gestes des personnalités publiques, en particulier aux hommes et aux femmes de la politique et du monde des affaires, cette suspicion à l'égard des élites

témoignerait aussi de fantasmagories qui ne seraient pas éloignées de celles des enfants confrontés à la sexualité du monde adulte. Ainsi, ces gens, symboles de la puissance, feraient des choses en secret dans le dos du petit peuple. Cette conviction serait d'autant plus forte que les affaires dont ils s'occupent s'avèrent toujours plus difficiles à comprendre, puisqu'elles exigent des connaissances dans les domaines complexes, notamment ceux de la finance, de la monnaie, du commerce et de la fiscalité. En outre, il n'est pas rare que la vie de ces détenteurs du pouvoir économique et politique soit associée à celle des « people » en général, à la sexualité plus ou moins hors normes des stars du cinéma et de la télévision. Ainsi rien ne sert de contester la prétention des populistes d'incarner le peuple et de traduire sa volonté. Leur revendication traduit des positions émotionnelles qui se dérobent aux contradictions fondées sur des arguments logiques. On est dans un mode de pensée binaire, qui comprend un clivage entre des aspirations idéales et des réalités néfastes, entre des politiciens crapuleux et un peuple rebelle qui cherche à s'en émanciper.

Tout, tout de suite

La quête d'une nation protectrice ou d'une communauté religieuse intégrante, aussi bien que le désir d'une souveraineté sans partage et transparente, exprime de manière plus ou moins explicite un refus des contraintes politiques et sociales. En fait, les populistes prétendent offrir tout et tout de suite. Comme le souligne Guy Hermet, le populisme constitue un « procédé antipolitique, en ce sens qu'il récuse par ignorance ou malhonnêteté la nature même de l'art de la politique ». Ses dirigeants encouragent une « exploitation systématique du rêve ».[13] Ils sont enclins à dénigrer les obstacles à la réalisation immédiate de leurs désirs. Ils flattent ainsi ce qui relève de la toute-puissance, donc de l'infantile. Ils mobilisent ce qui relève de la pensée magique.

Dans cette perspective, ils offrent une manifestation caricaturale de la démagogie, une attitude politique qui consiste à utiliser rationnellement des modes de pensée illusoires pour atteindre les marches ou la réalité du pouvoir. Ils jouent avec les aspirations individuelles et collectives de bien-être. Ils adoptent ainsi des positions visant à flatter les convoitises et les aspirations des électeurs, à leur faire plaisir en leur annonçant des gratifications immédiates, telles qu'un abaissement de l'âge de la retraite, une augmentation des salaires et des prestations sociales généreuses, même lorsque ces promesses vont manifestement à l'encontre des contraintes démographiques, des exigences d'équilibre budgétaire, des impératifs de la compétitivité internationale des entreprises et de l'emploi. Leurs discours avancent une représentation extraordinairement simplifiée des enjeux économiques, politiques et sociaux. Suivant cette inclination, ils sont en délicatesse avec ce qui relève des données et préceptes les plus élémentaires de l'analyse économique, niant la complexité du réel, refusant les arguments d'ordre technique ou scientifique. Ils expriment souvent une révulsion à l'égard de la finance et du grand capital, dans une rhétorique qui n'est pas sans ressemblance avec celle des années 1930. Ils contestent les rationalités économiques dominantes, en se gardant d'offrir de véritable contrepartie et s'emploient à esquiver les débats touchant aux questions monétaires, financières, commerciales et budgétaires. Les programmes politiques qui en découlent sont une variation sur le

thème : « demain on rase gratis ». Ainsi, Marine Le Pen et Mélenchon sont hostiles au libre-échange qui ébranle les « industries nationales ». Ils n'entrent pas en matière pour contrer les arguments des économistes qui soulignent l'imbrication transnationale des systèmes de production. Ils demandent d'abandonner l'Euro, refusant d'envisager les problèmes qui s'en suivraient pour la France, à savoir une forte augmentation de la dette, des fermetures d'usine et la croissance du chômage. Les idées et les attitudes de Trump sont une expression emblématique d'une pensée démagogique faite de promesses intenables aux électeurs qui le soutiennent et d'appels à la destruction des principes de l'ordre international. Il navigue ainsi dans un univers de toute-puissance qui ne concède aucune place à la réflexion et à l'argumentation.

Le mensonge

L'utilisation de la démagogie n'est pas compatible avec la vérité. Les dirigeants populistes entretiennent avec les faits objectifs une relation conflictuelle. Ils abusent des mots et distordent la réalité des faits par leurs exagérations. Le mensonge est un instrument de séduction à double sens. Il fait plaisir aux gens qui y croient, tout en confortant le sentiment de valeur de celui qui en use. Dans son débat avec le candidat Macron, à la veille des dernières élections présidentielles française, Marine Le Pen assène des contre-vérités et des insinuations sans fondement et flirtant avec la théorie du complot. En Suisse, l'UDC lance une initiative populaire « contre l'immigration de masse », qui finit par l'emporter lors d'un vote populaire en 2014, alors que la substance de l'initiative proposée aux électeurs est d'une autre nature. Le mensonge joue un rôle considérable dans la propagande orchestrée par les sphères dirigeantes polonaise et hongroise, comme dans les discours des militants populistes dans le reste de l'Europe. Les partisans du *Brexit* en ont beaucoup abusé à la veille du referendum. Trump présente une expression caricaturale de ce genre de falsification. Ses mensonges persistants traduisent un refus de la réalité qui a des aspects infantiles tout en manifestant les failles narcissiques du personnage. Ils font en effet penser aux contre-vérités des petits enfants qui ont tendance à manipuler la réalité pour la conformer à leurs aspirations.

L'incompréhension et le dégoût qu'ils éprouvent face à la marche des affaires publiques expliquent que les populistes soutiennent des positions politiques risquant de péjorer leurs propres conditions de vie. Ainsi Trump et le parti républicain défendent des programmes économiques et sociaux qui heurtent de front les besoins des milieux défavorisés, ceux-là mêmes qui ont été séduits par leurs discours. Dans le même sens, les orientations économiques ultra libérales du Président Jair Bolsonaro au Brésil affecteront rapidement nombre de ses électeurs. Il faut rappeler que la démagogie des dirigeants populistes s'adresse en priorité à des gens qui n'ont pas les aptitudes ou l'intérêt pour la complexité des débats de politiques publiques. Dans une étude sur l'UDC et son électorat, des chercheurs ont montré que les gens qui soutiennent ce parti n'ont souvent pas les compétences pour comprendre les grands enjeux de la vie politique.[14] Une analyse du FN arrive implicitement à des conclusions analogues : "Hors militant encarté, quasiment aucun des électeurs frontistes que j'ai interrogés n'était capable de citer ne serait-ce qu'une seule proposition défendue par ce parti… Ils

expriment une préférence, davantage qu'un choix politique construit."[15] En réalité, une bonne partie de leurs électeurs sont relativement peu éduqués, ayant tout au moins une faible qualification professionnelle.16 Ils n'ont pas acquis les aptitudes intellectuelles ou n'ont pas la patience leur permettant de comprendre les enjeux économiques et sociaux des programmes qui leur sont proposés. Ils seraient aussi portés à s'identifier à des leaders ayant un bagage culturel limité, comme c'est notamment le cas de Trump qui trouve l'essentiel de ses appuis dans les petites villes et les régions de campagne qui restent en marge des lieux d'échange culturel et de débats intellectuels. Ils auraient tendance à confondre les idées qu'ils récusent - ou celles qu'ils ne comprennent pas- avec des agressions. Ils vivraient les nuances politiques et les modes de raisonnement économiques complexes comme des menaces. Compte tenu des idées et des attitudes qu'ils soutiennent, on peut penser que les mouvements populistes comprennent un bon nombre d'individus dont la structure psychologique est rigide et qui auraient de la peine à symboliser, à reconnaître les aspects équivoques de la réalité. Ayant d'ordinaire une personnalité fragile, ils ont besoin de certitudes massives et sont portés à exacerber l'importance de leurs frontières identitaires face à ceux qu'ils perçoivent comme étrangers.

Le dénigrement des règles de civilité

Les dirigeants populistes adoptent un discours et des attitudes débordant de passions et de haine, tout en prenant appui sur des perspectives manichéennes et projectives. Leurs supporters se retrouvent dans la rage qu'ils manifestent contre l'ordre établi, dans le mépris qu'ils affichent à l'égard de certaines minorités. C'est également la raison pour laquelle ils sont mal à l'aise avec les cadres institutionnels et normatifs en vigueur, en particulier ceux de la démocratie qui impliquent de se soumettre à des procédures délibératives complexes. Leur contestation des normes démocratiques s'affirme dans le travestissement des lois et de l'ordre juridique. C'était le cas du gouvernement Berlusconi qui eut toute sorte de démêlés judiciaires, puisqu'il a été impliqué dans des activités criminelles, des fraudes fiscales et des affaires de mœurs. Les dirigeants populistes cultivent une forme d'encanaillement et d'indécence, brisant les conventions et le savoir-vivre nécessaires au maintien d'un certain ordre social. Ils manquent volontairement de contenance et souvent de dignité, puisqu'ils aiment les procédés rhétoriques et les attitudes vulgaires. Ils savent jouer sur la scène publique, exhibant leur goût de la dérision, et du persiflage. C'est le « va te faire foutre » de Beppe Grillo. Matteo Salvini dénonce l'Euro comme « un crime contre l'humanité ».[17] Ils se caractérisent par un discours provocateur, désinhibé, par un langage réducteur, émaillé de formules outrageantes vis-à-vis des femmes et des minorités ethniques ou sexuelles. Ainsi en est-il au Brésil du discours ordurier de Jair Bolsonaro visant ces groupes. Les dirigeants populistes encouragent par ce biais les débordements d'agressivité et l'abandon de toute forme de retenue pulsionnelle. Leurs attaques contre la presse en témoignent. Le président américain ne cesse d'affirmer que les médias diffusent des fausses nouvelles, alors que le dirigeant du parti *5 étoiles*, Luigi Di Maio, assimile les journalistes à des chacals et à des prostituées.[18] Aux États-Unis, les électeurs populistes se réclament de valeurs traditionnelles, chrétiennes en particulier,

mais ils soutiennent un président qui s'illustre par un mépris assez général des conventions établies et même des règles de civilité. Il traite les migrants d' « animaux » ou de « violeurs » en les désignant à la colère populaire, autorisant la haine que certains individus portent à ces étrangers. Les inepties et blagues insultantes de Boris Johnson s'inscrivent dans le même registre, au même titre que les propos et les jeux de mots à consonances antisémites de Jean-Marie Le Pen et des dirigeants de la Ligue du nord en Italie. Le drapeau européen fut assimilé à un « torchon oligarchique » par Florian Philippot, un cadre important du FN. Les diatribes de Mélenchon contre l'Allemagne font remonter la mémoire d'un passé douloureux pour les Français. Ses manifestations de haine et ses insultes à l'encontre de la « caste » des journalistes sont d'autres expressions de ces attitudes polémiques.[19] Les engagements de campagne électorale de Marine Le Pen manquent également de tenue. Par leur rhétorique outrancière, ces politiciens prétendent ainsi exprimer tout haut ce que tout le monde pense tout bas et tiennent des propos inconvenants au regard des conventions de la sphère publique. Ils s'emploient aussi à briser les clivages entre la vie privée et l'espace public. La plupart des dirigeants populistes ont paradoxalement un langage de peu de mots. Ils utilisent un vocabulaire et une syntaxe qui est celles de gens qui maîtrisent mal les outils culturels, en partie pour « faire peuple », mais aussi parce que leurs prises de position reflètent leurs raisonnements simplistes. C'est notamment le cas de Trump ou de Luigi di Maio. Mélenchon, qui se complaît dans de longs discours émaillés d'une rhétorique didactique, est une exception parmi les leaders populistes.

Des mouvements de masse

L'emprise électorale des populistes se développe dans des mouvements collectifs, dans les grands rassemblements de masse en particulier. Ils prétendent établir une relation immédiate avec le peuple, sans la médiation des instances intermédiaires, celles des parlements, de la justice et des administrations. À cela s'ajoute leur ambition d'exister en dehors des partis traditionnels. Ils utilisent à cette fin la Télévision et surtout les nouveaux médias sociaux, twitter en particulier. Ces moyens de communication jouent incontestablement un rôle considérable dans la propagation des idées populistes et favorisent les phénomènes d'identification collective au leader de ces formations en contribuant à leur renommée et à l'épanouissement de leur narcissisme. Ainsi Berlusconi, Trump et Boris Johnson utilisent avec une dextérité particulière l'univers de la parodie médiatique. Alors que la quête du bien commun est un processus laborieux, ils s'avancent dans l'espace public comme des prestidigitateurs narcissiques. En Italie, Beppe Grillo s'est illustré par ses bouffonneries et sa verve ironique au théâtre et à la télévision pour défendre sa contestation de la vie politique italienne. Son parti est également passé maître dans l'utilisation de l'internet. Geert Wilders se complaît également dans le même registre.

Les liens entre les médias et le marché accentuent ces dérives démagogiques, car les faits divers scandaleux ou sensationnels, ayant généralement une forte dimension sexuelle, entretiennent un climat de transgression morale dont se nourrit le populisme. Ce n'est pas un hasard si Trump a profité de la télé-réalité, d'un espace qui entretient et vit de personnages dérisoires mettant en scène ce qui relève de la vanité émotionnelle.

Il est fortuné et se complaît dans un univers de tocs, tout en incarnant l'encanaillement prédateur qui préside parfois à certaines formes de réussite capitaliste. Ce fut également le cas en Italie, au temps du gouvernement de *Forza Italia* animé par Silvio Berlusconi. *Il Cavaliere* était alors l'un des hommes les plus riches d'Italie et ses ressources financières lui ont donné le loisir de s'investir dans le monde du football, le FC Milan, de contrôler une bonne partie des médias et de prendre une influence déterminante dans le cours de la politique italienne, en brisant, tout comme Mussolini l'avait fait avant lui, les tabous de la décence et des règles de la morale conventionnelle. » Pascal Bouvier a justement écrit que « Berlusconi risque d'être l'aboutissement de notre existence commune faite de télévision à bon marché et de discours simplistes. Lorsque les grands mythes et les grands projets se taisent, alors surviennent les beaux parleurs et les rois de la communication. »[20] Pour réaliser des profits, les entreprises médiatiques doivent s'adresser à la grande masse, qui par définition ne représente pas la partie la plus éduquée et sélective de la population. Le vote en faveur du Brexit a été influencé par les tabloïds.

Comme l'a bien souligné Cesare Casarino, les médias télévisuels ont drastiquement réduit l'autonomie du discours politique en l'attachant à différents facteurs tels que la dictature de l'audience. Elles favorisent un spectacle qui donne l'illusion de la transparence, modifiant les formes traditionnelles et les rituels de la démocratie représentative. Elles contribuent à façonner l'image du leader et à entretenir son charisme.[21]Aux États-Unis, une partie des médias, en particulier ceux qui sont soutenus par des milliardaires d'extrême-droite comme Charles et David Koch ou la famille Mercer s'emploient à promouvoir une réalité alternative, faite de mensonge, de négation des acquis scientifiques et de représentations politiques de nature illusoire, voire même de type paranoïaque.[22]

Ce registre émotionnel s'exprime dans la vénération du chef. Les partis populistes sont d'ordinaire attachés à un leader, et certains auteurs y voient une de leur spécificité.[23] Certains auteurs ont défini le populisme comme une stratégie permettant à des leaders ayant de fortes ambitions personnelles d'affirmer leur quête de pouvoir ou d'exercer des fonctions exécutives en s'appuyant sur une masse d'individus peu organisée et sans affiliation politique claire. Cette perspective doit être nuancée, car certains partis populistes sont bien structurés, comme en Argentine et en Bolivie par exemple.[24] Quoi qu'il en soit, le chef joue un rôle considérable dans le succès des mouvements populistes. On peut rappeler que les personnalités qui réussissent en politique doivent pouvoir compter sur une certaine assise narcissique. Les dirigeants des partis populistes ne font pas exception, mais nombre d'entre eux semblent manifester leur fragilité à cet égard, par leur soif d'exhibition, leur vanité et leur égotisme, par leur tendance à s'affirmer comme des victimes de l'establishment ou de la presse, autant de caractéristiques qui semblent refléter une grande insécurité psychologique. C'est le cas de Trump, de Boris Johnson, de Nigel Farage et de Mélenchon. Dans cette même logique, la personnification du pouvoir est une tendance lourde des partis populistes.

En fait, leurs leaders n'ont pas nécessairement les qualités d'autorité naturelle, de séduction, ni le rayonnement, l'ascendant et la maîtrise du verbe qui sont associés au

charisme - une notion utilisée de manière souvent laxiste. Ils ne suscitent pas cette soumission qui relève de l'admiration, de l'affection et de la magie. Mais en soutenant un individu qui aspire à gouverner, les électeurs font aussi un choix identitaire. Les projets de leur candidat comptent, mais sa personnalité également. Dans le cas de Trump, les idées politiques qu'il a exprimées au cours de sa campagne électorale ont été simplistes, outrancières et manichéennes. En assumant un comportement extravagant, il n'a rien caché de ses failles intimes. Sa vulgarité débordante, son exhibitionnisme, ses incohérences et sa violence verbale ont séduit. Il n'est pas absurde de penser que son manque de civilité, son côté grand voyou et son infantilisme ont été des aspects importants de son emprise sur les foules.

La fragilité des régimes démocratiques

Les bouleversements socioculturels de la mondialisation ont entraîné une hétérogénéité croissante des réseaux de solidarité et des systèmes de référence identitaires. Ces mutations ont modifié les conditions d'exerce de la souveraineté des États, en même temps que leurs capacités d'intégration politique. Les régimes démocratiques ont toujours été menacés par la démagogie et le populisme est aujourd'hui une expression caricaturale de cette dérive. Si l'on en croit Montesquieu, l'ordre républicain exige des citoyens qu'ils aient un certain sens de la responsabilité civique fondé sur le dévouement et qu'ils partagent un minimum de vertu politique et d'accord sur le bien commun. On pourrait ajouter avec Freud que l'ordre social est fondé sur l'endiguement et la sublimation des pulsions et qu'il requiert en particulier le respect des institutions assurant l'emprise des lois et des procédures juridiques. Or le succès des populistes tient au fait qu'ils autorisent la transgression de ces contraintes normatives. Le populisme se nourrit du délitement des rapports de solidarité, puisqu'il mobilise des gens qui refusent les contraintes du politique et de la civilité. Dans les circonstances de crise économique et sociale, les dirigeants et militants populistes ont beau jeu d'exciter les imaginaires collectifs en désignant des boucs émissaires, en articulant des programmes contenant des formules magiques, en assumant des idées et des comportements libérant les agressions.

Pendant la Seconde Guerre mondiale George Orwell avait anticipé que l'inaptitude de l'humanité d'imaginer le bonheur autrement que sous la forme d'une atténuation des efforts ou de la peine constituerait pour les socialistes un sérieux problème.[25] Ils ne sont pas seuls aujourd'hui à manquer d'utopie directrice et l'on pourrait ajouter que l'incapacité actuelle des défenseurs du libéralisme de penser l'avancée de l'humanité autrement que sous la forme d'une quête de plaisir, de consommation et de compétition marchande constitue un problème non moins grave. Les idéaux « tiers-mondistes », qui avaient animé certains milieux intellectuels au temps de la décolonisation, ont fait long feu, au même titre que les mobilisations en faveur des droits de l'homme et de l'humanitaire qui en prirent le relais. La sauvegarde de l'environnement planétaire, si valable en soit la cause, reste un projet de portée idéologique limitée.

On en revient au thème de l'érosion des doctrines conférant aux sociétés, sinon une

utopie directrice, tout au moins un projet politique porteur d'espérances salutaires. Il faut bien admettre que les sociétés orientées par les désirs de consommation sont difficiles à mobiliser, d'autant qu'elles se heurtent nécessairement à toutes sortes d'apories et de frustrations. L'érosion de leurs repères idéologiques et culturels traditionnels affecte leur capacité de transmettre des repères symboliques, des limites et des interdits. C'est aussi la raison pour laquelle les partis politiques ont perdu une bonne part de leur assise doctrinale. Ils sont souvent dépourvus de grandes perspectives historiques et s'emploient à répondre aux enjeux politiques immédiats par un discours opportuniste souvent teinté de rationalité technocratique.

La vie politique contemporaine n'est pas bien outillée pour entretenir les espérances et les idéaux qui font évoluer l'ordre politique tout en construisant des convergences sur le domaine du possible. On associe le processus de maturation individuelle à l'acceptation du principe de réalité, mais les illusions sont nécessaires à la vie politique et à l'avancée de la civilisation. Et pourtant, il est des croyances qui sont néfastes parce qu'elles sont fausses et qu'elles inspirent des convictions délirantes et des mythes maléfiques. L'histoire contemporaine fourmille d'exemples à cet égard. Ainsi en est-il des égarements collectifs inspirés par les idéologies totalitaires et par certaines convictions religieuses. Les croyances attribuant à des groupes minoritaires tous les maux de la société ou la contestation violente et incohérente des affaires publiques procèdent du même genre d'illusion néfaste. On se dispute sur la signification du concept de modernité, mais admettons au moins qu'elle implique le refus des modes de pensée inspirés par des conceptions magiques de la politique.

1 Pierre Manent, *Les Libéraux*. Gallimard (NRF), 2001, p. 479.

2 David Goodhart*, The Road to Somewhere. The New Tribes Shaping British Politics*, London, Penguin books, 2017, p. 20.

3 Programme de la France insoumise : https://laec.fr/chapitre/i/introduction-de-Jean-Luc-Melenchon.

4 Idem.

5 Pierre de Senarclens, *Nations et nationalismes*, Paris Sciences humaines, 2018.

6 Financial Times du 18.3. 2018.

7 Alexandre Stille, « Not So Funny » in *New York Review of Books*, May 10-23, 2018, p. 40.

8 *Le Front national entre extrémisme, populisme et démocratie,* Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 2013, p. 63.

9 Cité par Pascal Perrineau, *La France au Front*, Paris, Fayard, 2014, p. 93.

10 David Goodhart, *The Road to Somewhere*. The New Tribes Shaping British Poltics,

London, Penguin Books, 2017.

11 Edoardo Campanella, "*Le populisme des retraités va-t-il s'installer ?*" Oct. 10, 2018 https://www.project-syndicate.org/commentary/aging-populations-fuel-pensioner-populism-by-edoardo-campanella-2018-10/french

12 Voir notamment Jan-Werner Müller, *What is populism?* Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016 *Economist* 4 mars 2017.

13 Guy Hermet, *Les populismes dans le monde. Histoire sociologique* XI[e] et XX[e] siècle, Paris, Fayard, 201.

14 Philippe Gottraux et Cécile Péchu, Sous le populisme, la pluralité : anti-élitisme et rapports au leader chez les militants de l'Union démocratique du centre en Suisse, Lausanne : Institut d'études politiques, historiques et internationales, 2016

15 Interview de *Christèle Marchand-Lagier à propos de son livre* Le vote FN : pour une sociologie localisée des électorats frontistes*, Ed. de Boeck, 2017*dans l'*Obs* https://www.nouvelobs.com/presidentielle-2017/20170322.OBS6964/qui-vote-fn-pourquoi-3-idees-recues-sur-les-electeurs-du-front-national.html

16 Pascal Perrineau, « La montée en puissance et recomposition de l'électorat frontiste », in Pouvoirs, 2016, vol. 157(2), p. 68.

17 https://fr.wikipedia.org/wiki/Matteo_Salvini

18 The Guardian, 13 novembre 2018.

19 Le Temps, 22.10. 2018.

20 Pascal Bouvier, *Démocratie et démagogie,* Saint-Brieuc, Editions MLD, 2011, p. 10.

21 "The Crisket's Leap. Post-Oedipal Populism and Neoliberal Democracy in Contemporary Italy", in Cultural Critique 87- Spring 2014, p. 177-8.

22 Hilary Clinton, "American Democracy is in Crisis", The Atlantic, 16 septembre 2018.

23 Kirk Hawkins "Populism in Venezuela: the rise of Chavismo", Third World Quarterly, 24:6, 2003, pp. 1137-1160.

24 Benjamin Moffitt, The Global Rise of Populism. Performance, Political Style, and Representation, Stanford, Stanford U. P. 2016, p. 20.

25 Can Socialists Be Happy? "The inability of mankind to imagine happiness except in the form of relief, either from effort or pain, presents Socialists with a serious problem" https://www.orwellfoundation.com/the-orwell-foundation/orwell/essays-and-other-works/can-socialists-be-happ